Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

3 mai 2004

N°111 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LES CONSÉQUENCES DU REVIREMENT DE WASHINGTON

Jordanie : vraie alerte, faux attentat, quelle menace ?

La Jordanie, qui avait misé sur ses bonnes relations avec Washington pour pacifier le conflit israélo-arabe et se tailler une part du gâteau irakien est déstabilisée par le changement de stratégie des États-Unis en Palestine et en Irak. Le rapport de force se durcit entre Amman et Washington, et favorise l'entrée de Paris dans le jeu. Dans ce contexte, l'annonce d'un attentat chimique déjoué qui aurait pu faire 80 000 morts à Amman relève de la guerre psychologique et non de la réalité.

page 2

Faut-il changer le fusible Bush ?

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Les mensonges de l'administration Bush commencent à inquiéter les milieux conservateurs qui se demandent si le président républicain n'est pas devenu contre-productif. Peut-être est-il temps de changer de tête d'affiche pour poursuivre la même politique ? Max Boot se met soudain à conseiller John Kerry et lui suggère de promettre un accroissement des effectifs militaires. De son côté, David Howell estime que Bush menace la « *relation spéciale* » avec les Britanniques.

page 8

REPÈRE : 3 MAI 1945

Le « Shock and Awe » des Alliés massacre les victimes des Nazis

Trois jours après le suicide d'Hitler, Himmler ayant donné l'ordre de ne laisser aucun prisonnier tomber vivant entre les mains de l'ennemi, les SS évacuent les camps de concentration de la région de Hambourg. Près de 10.000 prisonniers sont entassés sur trois bateaux, le *Cap Arcona*, le *Thielbek* et le *Deutschland*. Chaque bateau arbore plusieurs grands drapeaux blancs. L'état major anglo-américain est informé presque immédiatement de l'évacuation, mais malgré cela, le 3 mai, des chasseurs-bombardiers attaquent le convoi à la bombe incendiaire et coulent les navires. Il n'y aura que quelques survivants. La RAF accusera les pilotes, mais ceux-ci publieront après guerre les ordres écrits indiquant clairement que l'état major savait qu'il s'agissait de bateaux civils et qu'il s'agissait d'une action délibérée dans le cadre de la stratégie du *Shock and Awe into Surrender*. Ce crime de guerre, une des plus importante catastrophes maritimes de l'histoire, restera impuni et ignoré des livres d'histoire. (Photos : http://www.rrz.uni-hamburg.de/rz3a035/arcona.html) ■

LA RAND CORPORATION PREND EN CHARGE « L'ÉDUCATION » DES ENFANTS AFGHANS

Le manque de moyens de diffusion et la concurrence des écoles coraniques en Afghanistan a contraint les néo-conservateurs à trouver un nouveau medium pour « éduquer » les enfants Afghans à l'occidentale. Ainsi, en association avec Sesameworkshop, la Rand Corporation, institut de recherche du complexe militaro-industriel des États-Unis, a livré un prototype de « kit multimédia d'accès éducatif » au gouvernement afghan. Celui-ci, destiné à être diffusé à des centaines d'exemplaires dans le pays, contient dix épisodes de *La rue Sésame* adaptés de sa version égyptienne et doublés en Dari, des allocutions du dirigeant Hamid Kharzaï ainsi qu'un livret d'instructions pour les professeurs. La responsable du projet pour la Rand Corporation, Cheryl Benard, spécialiste de la propagande, a déjà mené des études sur les programmes éducatifs radiophoniques et « l'Islam civil et démocratique » en Afghanistan, avec le soutien de l'ultra-militariste Smith Richardson Foundation. ■

Les conséquences du revirement de Washington

Jordanie : vraie alerte, faux attentat, quelle menace ?

La Jordanie, qui avait misé sur ses bonnes relations avec Washington pour pacifier le conflit israélo-arabe et se tailler une part du gâteau irakien est déstabilisée par le changement de stratégie des États-Unis en Palestine et en Irak. Le rapport de force se durcit entre Amman et Washington, et favorise l'entrée de Paris dans le jeu. Dans ce contexte, l'annonce d'un attentat chimique déjoué qui aurait pu faire 80 000 morts à Amman relève de la guerre psychologique et non de la réalité.

Le roi Abdullah II de Jordanie a rendu publique, le 13 avril 2004, une lettre de remerciements envoyée au chef de ses services de renseignement, le général Saad Khair. Dans ce document, il indique que le pays a échappé à une attaque terroriste majeure, un *« crime jamais vu dans le royaume »* et qui aurait pu tuer *« des milliers de civils »* [1]. La lettre fait suite, selon *Le Figaro* à l'interception par les forces de sécurité jordaniennes, de *« quatre véhicules bourrés d'explosifs »*, au nord du pays. Le quotidien français émet plusieurs hypothèses quant aux possibles commanditaires : *« les candidats à la déstabilisation du royaume hachémite ne manquent certes pas. La Jordanie est vilipendée par une partie de l'opinion arabe et par les islamistes du monde entier pour sa proximité avec les États-Unis et son traité de paix avec Israël,*

signé en 1994. Plus récemment, le roi s'est attiré les foudres des islamistes en annonçant que la Jordanie allait former sur son sol 30 000 policiers irakiens ».

Quelques jours plus tard, le 26 avril, la télévision jordanienne a diffusé les confessions d'Azmi al-Jayousi, détenu dans le cadre de cette affaire. Le prévenu a été présenté comme le leader d'une cellule terroriste qui aurait préparé la « "première attaque chimique d'Al Qaïda en Jordanie » [2]. Il a déclaré qu'elle devait viser le Département des Renseignements Généraux, les locaux du Premier ministre et l'ambassade états-unienne à Amman. L'opération était conçue par *« le dirigeant d'Al Qaïda, Ahmad Fadeel Khalaileh, plus connu sous le nom d'Abou Moussab Zarkaoui »*. Jayousi avait rencontré Zarkaoui en Afghanistan, puis en Irak grâce à *« des messagers qui venaient de Syrie »*. Le plan prévoyait l'explosion de trois gros camions bourrés de 20 tonnes d'explosifs chimiques et de deux voitures. Ce témoignage a été accompagné d'expertises recueillies par la chaîne selon lesquelles, l'attaque aurait pu tuer 80 000 personnes et en blesser plus de 160 000.

Zarkaoui, successeur de Ben Laden

Mais qui est donc Abou Moussab Zarkaoui ? Longtemps inconnu du public, il a été présenté par le quotidien allemand, *Die Zeit*, le 5 décembre 2002, comme la figure-clé d'« *Al Qaïda réorganisé après la chute des Talibans* ». Surtout, il est entré par la grande porte sur la scène internationale, le 5 février 2003, lorsque le secrétaire d'État des Etats-Unis délivra son célèbre réquisitoire contre l'Irak devant le Conseil de sécurité. Il déclarait alors : « *L'Irak héberge aujourd'hui un réseau terroriste meurtrier dirigé par Abou Moussab Zarkaoui, partenaire et collaborateur d'Oussama ben Laden et de ses lieutenants d'al-Qaïda. Palestinien natif de Jordanie, Abou Zarkaoui avait combattu lors de la guerre d'Afghanistan il y a plus de dix ans. À son retour en Afghanistan, en 2000, il a dirigé un camp d'entraînement de terroristes. L'une de ses spécialités, et l'une des spécialités de ce camp, est le poison. Lorsque notre coalition a chassé les talibans, le réseau d'Abou Zarkaoui a aidé à établir un autre camp de formation des spécialistes du poison et des explosifs et ce camp est situé dans le nord-est de l'Irak. Voici une photo de ce camp. Ce réseau apprend à ses membres à produire du ricin et d'autres poisons. Permettez-moi de vous appeler les effets du ricin. Moins d'une pincée de ricin - imaginez une pincée de sel - ajoutée à votre nourriture entraînerait un choc, suivi d'un arrêt de la circulation sanguine. La mort survient dans les 72 heures, et il n'existe ni antidote ni traitement. La mort s'ensuit inévitablement.* » Le général Colin L. Powell affirma également que le réseau Zarkaoui était présent en Tchétchénie et en Géorgie, au Maghreb et en Europe. « *Depuis l'an dernier, des membres de ce réseau ont été arrêtés en France, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie. Selon notre dernier recensement, 116 agents relevant de ce réseau mondial ont été arrêtés* ». La présence en Irak de ce réseau terroriste avait été l'un des six arguments de la délégation états-unienne à l'ONU pour justifier de l'attaque contre l'Irak.

Première contradiction : selon le secrétaire d'État le camp de Zarkaoui se situait en Irak dans la zone dite de non survol, c'est-à-dire dans une région échappant au contrôle du gouvernement de Saddam Hussein et protégée par les Anglo-

saxons. Il est difficile d'admettre que connaissant un tel danger et en ayant réalisé une cartographie aérienne, les Anglo-saxons ne soient pas intervenus. Ils avaient la possibilité de déployer des troupes au sol, ou tout au moins de bombarder le camp comme ils le firent à la même période contre des installations radars.

Deuxième contradiction : dans la même intervention, le secrétaire d'État indiquait également : « *Nous tous aux États-Unis, le département d'État et l'Agence des États-Unis pour le développement international, avons perdu un ami cher avec l'assassinat de Lawrence Foley* [directeur local de l'USAID] *à Amman, en Jordanie, en octobre dernier. Un acte ignoble a été commis ce jour-là : l'assassinat d'un être dont la seule mission consistait à aider le peuple jordanien. À son arrestation, l'assassin a indiqué que sa cellule avait reçu de l'argent et des armes d'Abou Zarkaoui en paiement de cet assassinat* ». Or, Zarkaoui a été condamné à mort par contumace, début avril 2004, par la justice jordanienne pour ce crime. Mais les magistrats n'ont pas vu de lien entre Zarkaoui et Al Qaïda. Ils ont affirmé que le Jordanien dirigeait un groupe indépendant, Jund al-Shams. Selon *Jane's Information Group*, le Mossad lui-même aurait totalement cessé d'utiliser le terme *Al Qaïda*, lui préférant celui de *Jihad Mondial*, de manière à englober toute sorte de groupes distincts sans notion d'organisation [3]. Ce vocabulaire permet de relier Ben Laden et Zarkaoui dans une mouvance unique en prenant acte de l'absence de lien organiques entre eux.

Troisième contradiction : dans un enregistrement audio, diffusé le 30 avril par la chaîne saoudienne Al-Arabiya, une voix disant être celle de Zarkaoui a déclaré : « *Oui, le plan visait à détruire entièrement le bâtiment abritant l'appareil sécuritaire (...) Mais les affirmations sur un nombre inimaginable de victimes et une bombe chimique qui aurait tué des milliers de personnes sont un pur mensonge* ». Pour preuve, la voix affirmait qu'il n'aurait jamais visé la population musulmane et que s'il avait disposé des armes qu'on lui attribue, il les auraient utilisées contre Israël.

Quatrième contradiction : les substances chimiques saisies sont de l'acide sulfurique dont l'explosion peut provoquer un nuage toxique, mais inadapté à un usage militaire car trop volatile. En outre, on peut s'interroger sur la facilité avec laquelle un réseau clandestin aurait pu réunir « *20 tonnes de produits chimiques, monter des laboratoires pour fabriquer des explosifs, acheter des camions et louer des entrepôts* » [4]

La Jordanie et les volte-face états-uniennes

Cette affaire survient au moment où la Jordanie est en plein désarroi politique. La Jordanie s'est réjouie de la chute de Saddam Hussein et espérait jouer un rôle dans la reconstruction de l'Irak. D'autant que le prince Ali Ben Hussein,

frère du roi, est prétendant à la couronne irakienne. Dans cette perspective, le roi Abdallah a engagé des réformes économiques et multiplié les déclarations libérales. La reine Rania est entrée au conseil d'administration du Forum économique mondial de Davos et a organisé une session en Jordanie. Enfin, le prince Ali s'est fiancé avec la fille de Lakhdar Brahimi, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Irak. Mais l'enlisement de la Coalition et l'annonce de la nomination de John Negroponte pour mener une contre-guerilla sans pitié dissipent les mirages du commerce et de la prospérité.

Ariel Sharon et George W. Bush, Maison-Blanche, 14 avril 2004.

D'autre part, la Jordanie accueille 1 700 000 réfugiés palestiniens. Les autorités soutiennent leur revendication à un État indépendant tout autant parce que c'est juste que parce que cela allégerait le fardeau qu'ils représentent. Aussi, la Jordanie a-t-elle organisé la médiation d'Aqaba, puis s'est-elle inquiétée de la construction du Mur en Cisjordanie et a-t-elle mené bataille contre son édification devant la Cour internationale de Justice. Mais l'annonce par George W. Bush que les États-Unis remettent en question le droit au retour des Palestiniens, pourtant reconnu comme inaliénable par des résolutions des Nations unies, dissipe cet espoir-là aussi.

Deux semaines de rapport de forces

Les évènements se précipitent. Le 13 avril, le ministre des Affaires étrangères jordanien, Marwan Moasher, critique le projet états-unien de « *démocratisation du grand Moyen-Orient* » à l'occasion d'un Congrès des démocrates du monde islamique convoqué par la NED/CIA à Istanbul. Alors que Madeleine K. Albright espérait son approbation, il souligne que la zone géographique a été délimitée selon des critères religieux discriminatoires et que le concept de démocratisation est un faux-nez pour de l'interventionnisme états-unien [5].

Le 14 avril, Le 14 avril, Ariel Sharon et George W. Bush donnent un point de presse commun à la Maison-Blanche.Le président des États-Unis défie l'ONU et approuve le plan israélien de redéploiement en violation des résolutions 242 (22 novembre 1967) et 338 (22 octobre 1973).

Deux Jordaniens sont tués et un troisième blessé en Irak, après une attaque à la roquette depuis un *« hélicoptère américain »*, selon le quotidien jordanien *Al-*

Arab Al-Yob. L'une des victimes est l'avocat Mouaffak Falehal-Zohbi [6].
Le 15 avril, la Coalition autorise la création d'une zone franche de commerce en Irak, à la frontière jordanienne, sous contrôle militaire bulgare [7]. Elle privera d'autant le trésor jordanien de recettes fiscales.
Le même jour, le chef de la diplomatie tchèque, Cyril Svoboda, est grièvement blessé dans un accident de voiture et doit annuler sa visite en Jordanie, au Qatar et au Koweït [8].

Abdallah de Jordanie

Le roi Abdallah révèle que ses services ont déjoué le complot du groupe Zakaoui.
Le 16 avril, le roi Abdullah II critique à son tour le projet de Washington de « démocratisation du grand Moyen-Orient ». Tout en reconnaissant que *« les réformes sont vitales »*, il estime qu'*« à tort ou à raison, beaucoup d'Arabes n'ont pas confiance dans les motivations des réformes arabes d'inspiration occidentale »* [9].
On apprend par ailleurs qu'un homme d'affaires jordanien a été enlevé en début de semaine à Bassorah : Wael Mamdouh aurait été emmené par *« des hommes portant des uniformes de la police »* [10] irakienne, venus lui rendre visite à son hôtel de Bassorah.
Le 17 avril, le ministre des Affaires étrangères, Marwan Moasher déclare que la rencontre prévue entre le roi Abdallah et le président George W. Bush doit permettre *« de réitérer la position de la Jordanie sur la question palestinienne »*, Amman souhaitant obtenir *« des garanties de l'administration américaine sur le statut final »* des territoires [11].
Tsahal assassine le dr. Abdelaziz al-Rantissi, successeur du Cheik Ahmed Yassine à la direction du Hamas. Le Premier ministre, Fayçal al-Fayez, écourte sa visite officielle aux États-Unis et réunit le gouvernement en urgence.
Le 18 avril, le département d'État demande aux ressortissants états-uniens d'éviter de se rendre en Jordanie.
Le 19 avril, George W. Bush annonce la nomination en Irak de John Negroponte, spécialiste de la guerre de basse intensité.
Le même jour, le roi Abdallah, en visite aux États-Unis, annule ses rencontres prévues le 21 avec le président Bush et le secrétaire d'État Powell, et rentre à Amman.
Le 20 avril, Marwan Moasher rencontre son homologue Colin Powell. Les deux hommes trouvent des points d'accord et annoncent que la visite du roi Abdallah est reprogrammée en mai.
Le 23 avril, Marwan Moasher rencontre son homologue français Michel Barnier pour obtenir l'aide de la France face à Israël et aux États-Unis. Le prince Ali de Jordanie se fiance à paris avec la fille de Lakhdar Brahimi.
Le 25 avril, Michèle Alliot-Marie, ministre français de la Défense, rencontre le roi Abdallah à Amman à l'occasion du salon Sofex. Elle annonce que les armées françaises formeront les forces spéciales jordaniennes, lesquelles peuvent s'avérer « *essentielles pour résoudre les conflits* ».

Si la tension actuelle entre Washington et Amman est s'analyse clairement, la signification des divers attentats et accidents qui la ponctuent est incertaine. La

Jordanie se cherche une stratégie de rechange après la volte-face états-unienne sur la Palestine et sur l'Irak. Elle se cherche aussi des partenaires et des alliés. Et certaines de ses initiatives sont sanctionnées par des violences, directement ou indirectement perpétrées par les États-Unis.

---

[1] « La Jordanie aurait déjoué un grave attentat », par Pierre Prier, *Le Figaro*, 15 avril 2004.

[2] « Attack could have killed 80,000 », par Mahmoud Al Abed, *Jordan Times*, mardi 27 avril 2004.

[3] « Jordanian indictment reveals operations of Jund al-Shams terror network », Jane's Information Group, 16 juin 2003.

[4] « Terrorisme : polémique à Amman » par Thierry Oberlé, *Le Figaro*, 28 avril 2004.

[5] *Muslims Warn Democracy Can't Be Imposed* par James C. Helicke, AP, 13 avril 2004.

[6] *Deux Jordaniens tués dans un bombardement en Irak (Pétra)*, AFP, 16 avril 2004.

[7] *La Bulgarie crée une zone de commerce en Irak*, AFP, 15 avril 2004

[8] *Blessé, le chef de la diplomatie tchèque annule son programme pour 15 jours*, AFP, 16 avril 2004.

[9] *Roi de Jordanie : les réformes dans le monde arabe doivent venir de l'intérieur*, AFP, 16 avril 2004.

[10] *Un homme d'affaires jordanien enlevé par Bassorah (police)*, AFP, 16 avril 2004.

[11] *Annan veut des garanties américaines sur le statut final des territoires*, AFP, 17 avril 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. CMPP en cours.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Faut-il changer le fusible Bush ?

Analyse

Monica Gabrielle, veuve d'une victime de l'attentat du 11 septembre 2001 au World Trade Center, déplore dans le *Los Angeles Times* les conditions d'audition de Dick Cheney et George W. Bush : une déposition à huis clos, sans enregistrement où les deux hommes ont témoigné ensemble pour éviter les contradictions. Les éléments qui ont transpiré de cet entretien tendent à démontrer que les questions posées aux deux hommes ne les ont pas déstabilisés et n'étaient pas conçues pour cela. Mme Gabrielle livre pour sa part une série d'interrogations pointant les incohérences de la version officielle. Résignée, elle pense toutefois qu'on ne connaîtra jamais « *l'horrible vérité* ».
Les mensonges de l'administration Bush sont également pointés du doigt par l'ancien conseiller de Bill Clinton, Sydney Blumenthal, dans *The Guardian*. Il constate qu'une large part de l'opinion états-unienne croit encore aux mensonges de l'administration Bush sur les armes de destruction massive irakiennes ou les liens avec Al Qaïda et que cette population votera à une forte majorité pour le président sortant. Blumenthal s'insurge contre cette façon de mener campagne et dénonce la stigmatisation de Kerry comme un agent des Français et de la France comme un ennemi des États-Unis.

Les mensonges de l'administration Bush inquiètent les milieux conservateurs qui se demandent si le président républicain n'en devient pas contre-productif. Peut-être est-il temps de changer de tête d'affiche pour poursuivre la même politique ?
Ainsi, Max Boot, du cabinet Benador Associates, se met soudain à conseiller John Kerry, dont, il y a une semaine, il comparait pourtant les discours à ceux de Ben Laden. Il affirme dans le *Los Angeles Times* que Kerry doit pointer les failles du discours de George W. Bush et doubler le républicain par la droite. Il

faut que Kerry promette immédiatement l'accroissement des effectifs militaires de 100 000 hommes et une nouvelle augmentation du budget de la défense. Ce texte ressemble à une offre de service déguisée en échange d'un durcissement du discours politique des démocrates. De son côté, David Howell, ancien ministre conservateur britannique et porte-parole de son parti à la Chambre des Lords, pointe dans le *Japan Times* la menace pour la « *relation spéciale* » que représente la politique de George W. Bush, dont il était pourtant un défenseur il y a encore quelque mois. Même si le président conserve ses bonnes relations avec Tony Blair, il se met de plus en plus à dos le centre gauche et le centre droit britanniques par sa désastreuse politique en Irak et en Palestine.
Le soutien de George Bush à la politique de Sharon pourrait d'ailleurs être également nuisible pour Israël, d'après Seth G. Jones, analyste politique à la Rand Corporation. L'expert affirme aux lecteurs du *Christian Science Monitor* que le plan de désengagement unilatéral de Gaza ne permettra de créer que de petites enclaves palestiniennes, or, ce n'est que par la constitution d'un État palestinien qu'on arrivera à arrêter le terrorisme palestinien.

Enfin, S. Rob Sobhani, président républicain d'une entreprise pétrolière et gazière, vante à nouveau aux lecteurs du *Washington Times* les vertus de l'allié qatari et la fidélité à Washington du cheikh Hamad bin Khalifa al-Thani. Lors de ses précédentes livraisons, Sobhani s'était efforcé d'éviter le sujet Al-Jazeera, chaîne qatari régulièrement stigmatisée dans les colonnes du *Washington Times*, mais cette fois-ci il en fait l'apologie et plaide le malentendu. Al Jazeera est une chaîne qui veut elle aussi la réforme du monde arabe et les États-Unis devraient l'utiliser pour dénoncer la corruption des régimes arabes, en commençant par l'Autorité palestinienne.

Réseau Voltaire

Monica Gabrielle

Monica Gabrielle est membre du Family Steering Committee

« Je veux connaître l'horrible vérité »

Référence : « 'I Want to Know the Ugly Truth' » par Monica Gabrielle, *Los Angeles Times*, 29 avril 2004.

Le président George W. Bush et le vice président Dick Cheney témoigneront ce matin devant la Commission d'enquête sur le 11 septembre, une commission chargée d'enquêter sur les évènements qui ont pris la vie de mon mari et de 3000 autres personnes. Toutefois, les deux hommes témoigneront ensemble, ce sera à huis clos et il n'y aura aucun enregistrement. Mais je veux connaître l'horrible vérité et ma plus grande crainte est que l'on ne connaisse jamais la vérité. Je ne serai pas présente lors des auditions mais voilà les questions que j'aurai aimé poser à Bush et Cheney :
A George W. Bush :

- Pourquoi notre nation était-elle si mal préparée ?

- Le matin du 11 septembre, qui était en charge du commandement militaire national en votre absence ?
- Quelles informations sur une possible attaque avez-vous reçu du président Clinton ?
- Pourquoi aucun membre de votre gouvernement n'a dû rendre compte des erreurs commises le 11 septembre ?
- Entre le 1er mai 2001 et le 11 septembre 2001 n'avez-vous reçu aucune information sur une possible attaque par Ben Laden ?
- Entre le 1er mai 2001 et le 11 septembre 2001 n'avez-vous pas mené des négociations, vous ou des membres du gouvernement, avec Ben Laden ou un de ses agents ?

A Dick Cheney :

- Le 11 septembre, quand avez-vous été prévenu de l'attaque ?
- Pourquoi n'avez-vous pas tenu compte du rapport Hart-Rudman de janvier 2001 qui prévoyait une attaque sur notre sol ?
- Existe-t-il un protocole d'action à suivre en cas d'attaque ?
- Quelles actions avez-vous prises pour défendre la nation ? Avez-vous eu des contacts le 11 septembre avec le Pentagone ? la FAA ? les services secrets ? le NORAD ? Est-ce que des membres du Pentagone ont été prévenus ? Pourquoi le Pentagone n'était-il pas défendu ?
- Quelles étaient les négociations avec les Talibans avant le 11 septembre ?

Sidney Blumenthal

Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon.Com.

« La fiction triomphe sur la réalité »

Référence : « Pulp fictions triumph over truth », par Sidney Blumenthal, *The Guradian*, 29 avril 2004.

La division la plus importante dans la campagne en cours aux États-Unis est celle qui sépare les faits de la fiction. Il y a bien sûr d'autres divergences, notamment nationales, mais si seules les questions intérieures devaient être prises en compte, Bush serait assuré de rejoindre la liste des présidents élus une seule fois. Mais les partisans de Bush espèrent que l'Irak, en dépit des morts, provoquera une union nationale qui bénéficiera à leur candidat. Ils croient que cette guerre a été menée pour les causes rappelées par Cheney la semaine dernière : l'Irak était une grave menace et il a réaffirmé implicitement que Bagdad avait des liens avec Al Qaïda. A cette occasion, le vice-président a affirmé que Saddam serait encore au pouvoir si Kerry avait été président et a comparé ce dernier à Neville Chamberlain.

Ces affirmations trompeuses sont la clé du soutien à Bush. D'après l'université du maryland, 57 % de la population croit qu'avant la guerre l'Irak aidait Al Qaïda, 45 % croit que cela a été prouvé et 65 % pense que des « experts » ont confirmé la présence d'armes de destruction massive en Irak. Parmi ceux qui croient qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak, 72 % veulent voter pour Bush et 62 % de ceux qui croient qu'il y avait des liens entre Al Qaïda et l'Irak voteraient pour Bush. Cette illusion est donc entretenue par l'administration Bush qui s'efforce également de présenter Kerry comme un

opposant à la sécurité nationale.
Quand Kerry a fait sa gaffe sur la sécurité nationale, l'administration Bush a affirmé que Kerry était associé aux Français mais la France n'est pas notre ennemi. Les Français sont prêts à nous aider si nous changeons notre diplomatie là-dessus comme pour le reste, l'administration Bush entretient des mythes.

Max Boot

Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« Kerry a besoin de " gonflette " pour concourir »

Référence : « Kerry Needs 'Muscle Gap' to Run On », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 29 avril 2004.

Les problèmes en Irak n'avantagent pas Kerry, car il ne propose aucune alternative politique. Sa stratégie consiste à affirmer qu'il suivra la même politique tout en cherchant plus de soutien international. Tactiquement, il ferait mieux de faire ce que l'homme avec qui il partage les initiales, John F. Kennedy, avait fait en doublant Nixon sur la droite en lui reprochant son manque de préoccupation au sujet de l'écart significatif entre l'URSS et les États-Unis dans le domaine des missiles, un écart qui n'existait pas en réalité. Aujourd'hui, nous faisons face à un réel manque d'effectifs dans l'armée et cette question n'a pas été traitée par George W. Bush.
Il y a un manque de troupes et si les généraux ne demandent pas plus d'hommes en Irak c'est qu'ils savent qu'il n'y en a pas de disponibles. Même les Marines sont sur-déployés et la Garde nationale et les réservistes sont eux aussi mis largement à contribution. Donald Rumsfeld l'a tacitement reconnu et il serait facile de rappeler à Dick Cheney qu'il avait reproché le manque d'effectif et le sur-déploiement à l'équipe Clinton-Gore.
Cette situation offre une ouverture à Kerry qui a déjà affirmé qu'il souhaité engager 40 000 hommes supplémentaires dans l'armée. Il faut qu'il promette d'en engager 100 000 de plus. Cela pourrait être coûteux mais on peut dégager des fonds en abandonnant certains programmes militaires qui ne servent à rien pour combattre des guérillas et des terroristes et en augmentant le budget de l'armée. Quoi qu'il en soit, pour être crédible il faudrait que Kerry en fasse un thème de campagne majeur.

David Howell

David Howell est ancien ministre conservateur britannique des Transports et de l'Énergie et ancien président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des communes. Il est aujourd'hui le porte-parole de l'opposition à la Chambre des Lords sur les questions d'Affaires étrangères.

« La ligne d'opposition britannique vis-à-vis de Bush »

Référence : « British fault line with Bush », par David Howell, *Japan Times*, 29 avril 2004.

Des analystes des deux côtés de l'Atlantique prédisent une possible divergence entre le Royaume-Uni et les États-Unis sur les questions moyen-orientales. Si c'était vraiment le cas ce serait un coup porté aux États-Unis, et à George W. Bush personnellement, dont la Grande Bretagne est l'allié majeur.

Cependant, il est peu probable que la séparation annoncée soit le fait d'une divergence entre George Bush et Tony Blair tant les deux hommes ont rappelé leur attachement commun à la démocratisation du monde arabe. Si la séparation prévue est censée se faire entre la population britannique et américaine, elle n'aura pas lieu non plus car les Britanniques ne partagent pas l'aversion des Français pour la « grande république ». En revanche, on peut imaginer beaucoup plus facilement une séparation liée au rejet de Bush et de son entourage par la population britanique. En effet, la population est de plus en plus mal à l'aise face à la politique de Washington en Irak et en Palestine et au discours messianique qui sert à les justifier.

En Irak, les Américains ont fait un catalogue d'erreurs sur le terrain que les Britanniques n'ont pas suivi dans leur zone d'occupation. Les chiites sont la clé et il faut traiter leurs dirigeants avec le maximum de patience et de respect. Et si cela doit faire de l'Irak une semi-théocratie ainsi soit-il. De toute façon, ce régime ne ressemblerait pas à celui d'Iran.

Les doutes concernant le conflit israélo-palestinien sont encore plus grands. Soutenir Israël contre les kamikazes est normal mais cela ne veut pas dire qu'il faut soutenir la politique d'Ariel Sharon. Le plan Sharon consiste à former une espèce de mini-État palestinien à Gaza tout en maintenant des colonies en Cisjordanie. Ce plan entraînera la constitution d'une poignée d'enclaves israéliennes. Il est évident qu'il ne pourra y avoir de paix sans retour aux frontières de 1967 et il est tout aussi évident que Bush devrait pousser Israël à tenir compte de cette réalité mais il ne le fera pas avant les élections.

Par sa politique, Bush est en train de perdre le soutien du centre droit et du centre gauche britannique.

Seth G. Jones

Seth G. Jones est analyste politique à la Rand Corporation.

« Retrait de Gaza - une voie cynique vers la " paix " »

Référence : « Gaza pullout - a cynic's path to 'peace' » par Seth G. Jones, *Christian Science Monitor*, 29 avril 2004.

Le plan unilatéral d'Ariel Sharon de retrait de Gaza est fondé sur l'affirmation que ce désengagement améliorera les relations entre Israéliens et Palestiniens mais il a abouti à la situation exactement inverse, ce qui laisse supposer que ce plan va mener à une diminution de la sécurité d'Israël.
Ce retrait doit être soumis aux adhérents du Likoud dans un scrutin qui s'annonce serré. Une forte majorité d'Israéliens soutient ce plan de retrait mais cela n'a pas empêché une forte mobilisation de 70 000 Israéliens qui ont manifesté en soutien aux 7500 colons juifs de Gaza. Les assassinats du cheikh Yassine puis d'Al Rantissi, suivis par les menaces d'assassinat contre Arafat sont une tentative d'Israël de démontrer qu'il n'abandonnera jamais la lutte contre le terrorisme. Ces évènements ont amené le Hamas à proférer de sérieuses menaces et Arafat a affirmé que tous les Palestiniens étaient des martyrs en devenir. Les menaces palestiniennes ont redoublé après que Bush a annoncé son soutien au plan de retrait de Gaza et a rejeté le droit au retour.
De prime abord, on aurait pu penser que le plan de retrait serait bien accueilli par les Palestiniens mais ceux-ci se sont moins concentrés sur ce que ce plan permettait que sur ce qu'il ne permettait pas, à savoir : un retour aux frontières de 1967, Jérusalem comme capitale et la fin de la barrière de sécurité. Pour Israël, ce retrait n'entraînera pas la fin du terrorisme et Tsahal devra garder un contrôle partiel des territoires. Pour toutes ces raisons, une acceptation du plan par le Likoud risque surtout de jeter de l'huile sur le feu.

S. Rob Sobhani

Ancien consultant pour l'Asie centrale de BP Amoco, S. Rob Sobhani est professeur à la Georgetown University et

« La péninsule persique du progrès »

Référence : « Persian peninsula of progress », par S. Rob Sobhani, *Washington Times*, 29 avril 2004.

Alors que le ministre des Affaires étrangères du Qatar visitera Washington cette semaine, les États-Unis doivent tenir compte de la vision des dirigeants de cet allié clé dans le monde arabe. Pour le cheikh Hamad bin Khalifa, la transformation de la région passe par l'éducation.
Si le taux d'alphabétisation est élevé dans la région, les montants versés à la recherche sont bas. Le cheikh Hamad souhaite un accroissement significatif de la part du budget attribué à l'éducation et une adoption des valeurs occidentales

président de Caspian Energy Consulting. D'origine azérie et iranienne, sa famille a émigré en 1979 aux Etats-Unis. Il a été candidat républicain aux élections sénatoriales de 2000 dans le Maryland.

d'éducation dans le système éducatif arabe. Cela permettra au monde musulman de garder ses valeurs essentielles tout en avançant vers la réforme économique et le progrès politique. Le cheikh Hamad ne voit pas de contradiction entre l'islam et la modernisation et pense que les États-Unis devraient encore davantage soutenir le monde arabe dans son souci de réforme. Le cheikh Hamad souhaite ardemment développer une société ouverte dans le monde arabe et la création de la chaîne Al Jazeera allait dans ce sens. Malheureusement, cette chaîne est mal vue aux États-Unis. Pourtant, au lieu de s'y opposer, les États-Unis devraient collaborer avec cette chaîne qui elle aussi prône la réforme en lui fournissant également des informations sur la corruption des dirigeants arabes, notamment Arafat.

Par ailleurs, le cheikh Hamad partage la vision de Bush sur l'avenir de l'Irak et son pays est riche en pétrole et en gaz.